



3bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS
Tél : 01.44.64.64.44 Fax : 01.43.48.96.16
fdsu@fdsu.org - <http://www.fdsu.org>

4 octobre 2007 : annonce de la fusion globale.

Un choix fondé sur des motifs purement budgétaires

Vous trouverez ci-dessous les principaux axes d'interventions de la FDSU après l'annonce du choix de la fusion globale entre la DGI et la DGCP.

Le contexte :

Pour la FDSU, laissant en suspens de nombreuses questions sur le «comment», mais ne laissant aucun doute sur le «pourquoi», l'objectif de la fusion DG-DGCP est bien celui du cadre général des suppressions d'emplois et de la réduction des moyens du service public.

Cet objectif n'est d'ailleurs pas nouveau, depuis plusieurs années, ces deux directions portent l'essentiel des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique.

Le bilan des expérimentations de rapprochement entre les deux directions réalisé par l'administration, édulcoré à chaque niveau hiérarchique présente une synthèse ministérielle aseptisée et ne fait ressortir qu'un léger bémol dans le ressenti des agents bien loin de la réalité pourtant vécue dans les services concernés.

Pourtant 10 ans de réformes de structures, de troc de missions, de déréglementation en matière de gestion pèsent toujours sur l'exercice, le contenu des missions et sur les conditions de travail des agents. ***Qui osera dire que tous les agents ont bénéficié d'une juste reconnaissance de leurs efforts ?***

Les usagers :

- Les enquêtes d'opinion, les relations quotidiennes avec les contribuables et les élus locaux montrent qu'ils apprécient la grande technicité des agents et leur dévouement pour l'intérêt général.
- Mais le public est aussi inquiet des fermetures de guichets de proximité, des suppressions d'emplois qui consacrent l'éclatement du tissu économique et social dans bien des départements.
- Les nombreux élus locaux que nous avons alertés cet été ne croient pas que la constitution d'une administration commune, qu'une fusion globale, préservera la pérennité du maillage territorial.

Les agents :

Les agents qui ont participé à l'enquête menée par IPSOS ont clairement exprimé leur ras le bol des changements incessants.

Pour ces derniers :

- « Un coup c'est l'usager qui est au centre des préoccupations et il faut alors mettre en place un interlocuteur fiscal unique et un système fiscal unique ».

- « **Un coup ce sont les économies d'échelles qui priment et il faut fusionner des métiers, des cultures qui n'ont rien à voir** ».
- « **Un coup les Domaines sont à la DGI, un coup à la DGCP et puis on change encore, pour changer, pour déstabiliser, pour faire moderne** ».
- « **La tentation est toujours là d'aller plus vite que la formation professionnelle, de ne pas attendre les outils informatiques, d'afficher des projets immobiliers sans en avoir les moyens** ».

Pour la FDSU et ses syndicats le SNUI et SUD Trésor, le malaise, le mal être des agents n'a cessé d'augmenter avec pour origine la perte de repères professionnels, la flexibilisation des modes de gestion et le manque de reconnaissance financière.

C'est en ce sens qu'elle a interpellé le ministre :

« Voilà les leçons du passé. Voilà les erreurs que vous risquez d'aggraver. Voilà aussi le passif, l'ardoise qu'ont laissé pour vous vos prédécesseurs ».

Le choix du ministre :

De son aveu même, c'est le choix le plus compliqué à mettre en oeuvre. La FDSU dit quant à elle qu'il est risqué et dangereux, tant pour le service public de qualité et de proximité, la pérennité des missions que pour les agents.

Dans le cadre général de la révision générale des politiques publiques, après les discours du Président à Nantes, du Premier Ministre pour la Fonction Publique, la FDSU et ses syndicats combattront les fermetures de sites, et les suppressions d'emplois décidées pour des raisons essentiellement électoralistes et mises en œuvre de manière strictement comptable sans lien avec les besoins sociaux, les besoins de service public dont a réellement besoin notre société.

- L'alibi «du mieux pour l'usager» la FDSU a réfuté cette approche qui *«n'est décidément au centre de rien du tout. Allez expliquer la lisibilité de votre projet aux contribuables et aux adjoints aux maires en leur disant que c'est la même administration qui doit s'occuper de l'impôt des uns et du contrôle du budget de l'autre !»*

- *Allez dans les rencontres internationales dire que la France mélange les colonnes recette et dépense de son budget !»*

«Dites que tout est bon pour réduire le rôle de l'Etat, que les dernières garanties de gestion acquises par l'action syndicale et collective dans chaque administration, sont encore un frein à la flexibilité et la polyvalence totale !

«Dites que vous avez la préoccupation d'éviter la guerre des chefs et que vous êtes préoccupé des réactions légitimes des cadres, mais vous oubliez les grands perdants : la masse des agents pour qui rien de concret n'est visible à ce jour !». » a-t-elle demandé au ministre.

La reconnaissance :

La FDSU a revendiqué par ailleurs :

- la nécessité de mettre en place un plan de qualifications véritablement ambitieux,
- la nécessité d'une revalorisation du pouvoir d'achat,
- une revalorisation des régimes indemnitaires pour tous qui ne laisse personne sur le « carreau ».

Par ailleurs la FDSU sera exigeante sur les conditions de travail, le respect des règles de gestion qui sont au cœur des préoccupations des agents.

Dans un contexte général de suppressions d'emplois et de réduction des moyens du service public, la FDSU qui n'a jamais revendiqué cette réforme mettra tout en œuvre pour assurer la défense de tous les agents des deux administrations.